**Modèle d’arrêté**

***Titularisation après un 1er stage ou détachement pour stage***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la commune ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la commune ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***XX* **-** *(n° d’ordre)*

*Titre :* **portant titularisation sur le grade de**……

**de** *Madame ou Monsieur**(Nom et prénom de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* *(nom de la commune ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2122-18  *ou* *L.5211-9 pour les EPCI,*

**Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

*(Le cas échéant) Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet (lorsque l’arrêté touche un agent qui exerce sur un poste qui n’est pas créé à 100%) ;*

**Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;**

**OU**

**Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010, modifié, portant dispositions statutaires communes à divers cadres d’emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,**

**OU**

**Vu le décret n° 2006-1695 du 22 décembre 2006, modifié, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d'emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale,**

Vu le décret n° ……. du …… portant statut particulier du cadre d’emplois des …… (*statut particulier du cadre d’emplois de nomination*) ;

Vu le décret n° …… du …… portant échelonnement indiciaire applicable aux …… (*échelonnement indiciaire* *du cadre d’emplois de nomination*);

Vu le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux *(sauf pour la filière police municipale)* ;

Vu l’arrêté portant nomination stagiaire (*ou détachement pour stage)* à compter du ……. de M. ou Mme …… dans le grade de …… (*libellé du grade)*, au …… ème échelon avec une ancienneté conservée au …… (*viser éventuellement l'arrêté prolongeant ou prorogeant le stage*),

Vu l’attestation de suivi de formation d’intégration (ou l’attestation de dispense) délivrée le …… par le Président du C.N.F.P.T.,

Ou

*(Pour la filière police municipale)*Vu l’attestation de suivi de formation préalable obligatoire à l’exercice de des fonctions délivrée le …… par le Président du C.N.F.P.T.,

Considérant l’ancienneté acquise au titre de la période de stage,

*(le cas échéant si prolongation de stage due à une maternité)* Considérant que la durée de prolongation de stage due à la maternité n’a pas d’incidence sur la date de titularisation de l’agent

Considérant que la période de stage de M ……. est concluante,

*(le cas échéant pour les agents intercommunaux)* Considérant que l’agent est nommé simultanément sur plusieurs collectivités, à savoir :

* …… (nom de la collectivité) pour …… (durée hebdomadaire de travail)
* …… (nom de la collectivité) pour …… (durée hebdomadaire de travail) ;
* ……

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

A compter du ……., M. ou Mme ……, né(e) le ……, est titularisé(e) dans le grade de …….(*libellé du grade)* à temps complet *(ou incomplet à raison de* ……*/35ème (ou* ……*/20ème pour le cadre d’emplois des assistants d’enseignement artistique ou* ……*/16ème pour le cadre d’emplois des professeurs d’enseignement artistique).*

**Article 2:**

A compter de cette date, l’intéressé(e) sera classé(e) au …… ème échelon de son grade, Indice Brut ……, Indice Majoré ……. avec une ancienneté conservée au ……

**Article 3 :**

M. ou Mme …… devra effectuer les formations suivantes qui conditionnent l’inscription ultérieure sur une liste d’aptitude au titre de la promotion interne :

* formation de professionnalisation au premier emploi dans un délai de deux ans suivant la date de nomination
* formation de professionnalisation tout au long de la carrière (2 jours minimum, 10 jours maximum par période de 5 ans)

**Article 4 :**

M. ou Mme …… sera affilié(e) à la CNRACL *(pour les agents effectuant une durée hebdomadaire de travail toutes collectivités confondues >= à 28 heures ou 15 heures pour les assistants d’enseignement artistique)*

Ou

M. ou Mme …… sera affilié(e) à l’IRCANTEC *(pour les agents effectuant une durée hebdomadaire de travail toutes collectivités confondues < à 28 heures ou 15 heures pour les assistants d’enseignement artistique)*

**Article 5:**

*Le Directeur général des services ou La secrétaire de mairie* est *chargé(e)* de l’exécution du présent arrêté.

**Article 6 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du Loiret, à la CNRACL *(ou à l’IRCANTEC)* et au comptable principal de (*nom de la commune ou de l’établissement public*).

**Article 7 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*NOM Prénom*

Fait à *(nom de la commune ou de la commune siège de l’établissement public)*

Le *(date)*

Notifié le *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le :*(date)*